

Embargo jusqu'au 3 mai 2023, 6:00 am (GMT+2)

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Sous le joug de régimes autoritaires

Qu'elle soit étouffée par des régimes autoritaires ou censurée par les milices, l'information reste largement sous contrôle au Moyen-Orient. Dans plus de la moitié des pays de la région, la situation de la liberté de la presse est considérée comme "très grave". C'est le cas en [Iran](#) (177e), qui a intensifié sa répression et arrêté plus de 70 journalistes dans les mois qui ont suivi la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini. [L'Arabie saoudite](#) (170e) se retrouve également en queue de classement. Fort de l'impunité dont le prince héritier a bénéficié dans l'affaire Khashoggi, le royaume continue de réprimer les journalistes, en les condamnant à de lourdes peines, en leur interdisant de sortir du pays ou en les surveillant étroitement, même lorsqu'ils sont à l'étranger. Dans le Golfe, les monarques recourent aussi à la surveillance et à la censure pour contrôler la presse. Un phénomène qui s'étend jusqu'à la Méditerranée et à la [Jordanie](#) (146e ; -26) où les tribunaux continuent d'imposer des "interdictions de publication". La censure bat aussi son plein en [Égypte](#) (166e), où la dictature militaire persiste à emprisonner les journalistes plutôt que de tenir sa promesse de réformes.

La [Syrie](#) (175e) reste l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes, qui sont pris entre les feux croisés de l'armée meurtrière de Bachar Al-Assad, des milices et des interventions de la Turquie. Le pays continue de détenir le plus grand nombre de journalistes otages, suivis par le [Yémen](#) (168e) et l'[Irak](#) (167e). En [Palestine](#) (156e), malgré une hausse de 14 places, l'indice sécuritaire reste sans surprise très dégradé après la mort de deux nouvelles journalistes et la multiplication des atteintes contre la presse par les forces israéliennes, en toute impunité.

Le [Qatar](#) (105e ; +14) est l'un des rares pays de la région à remonter dans le Classement. C'est l'effet coupe du monde. Sous le feu des projecteurs et dans la volonté de ne pas ternir l'image du pays, les autorités ont assoupli certaines règles qui entravaient le travail de la presse, même s'il continue d'être difficile de couvrir certains sujets.

Dérive autoritaire au Maghreb

Les conditions d'exercice des journalistes continuent également de se dégrader en Afrique du Nord, où la [Tunisie](#) (121e) du président Saïed et l'[Algérie](#) (136e) du président Tebboune confirment leurs dérives autoritaires. En Tunisie, après avoir gelé puis dissous le parlement en 2021, le chef de l'État remet en cause les acquis de la liberté de la presse arrachés après la révolution de 2011 et les journalistes sont poursuivis pour leur travail d'enquête. En Algérie, alors que l'article 54 de la Constitution garantit la liberté de la presse, de plus en plus de journalistes se retrouvent devant les tribunaux pour leurs écrits et un nouveau Code

de l'information, décrié et préparé sans concertation, a été adopté. Au [Maroc](#) (144e ; -9) la détention arbitraire des journalistes Omar Radi et Souleiman Raissouni se prolonge et le harcèlement judiciaire d'autres journalistes critiques ne faiblit pas.